

Art. 13. Le Service Public Fédéral Justice est tenu des coûts liés à la perte ou à l'endommagement des équipements et des données utilisées par le télétravailleur dans le cadre du télétravail sauf dol ou faute lourde du télétravailleur.

En cas d'endommagement par des tiers ou de vol, le télétravailleur fournira au Service Public Fédéral Justice les informations dont il dispose et qui sont de nature à permettre à celui-ci d'obtenir réparation du préjudice subi.

Art. 14. En cas de panne d'un équipement utilisé par le télétravailleur ou en cas de force majeure l'empêchant d'effectuer son travail, celui-ci en informe immédiatement le supérieur hiérarchique ou le chef fonctionnel.

Des modalités spécifiques peuvent être prévues comme des travaux de remplacement ou un retour temporaire dans les locaux du service.

Art. 15. Le Service Public Fédéral Justice prend les mesures, en particulier en matière de logiciels, assurant la protection des données utilisées et traitées par le télétravailleur à des fins professionnelles.

Le Service Public Fédéral Justice informe le télétravailleur de la législation et des règles de l'institution applicables pour la protection des données. Le télétravailleur doit se conformer à cette législation et à ces règles.

Le Service Public Fédéral Justice informe le télétravailleur des restrictions mises à l'usage des équipements ou outils informatiques et des sanctions en cas de non-respect de celles-ci par le télétravailleur.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 17. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

Art. 13. De kosten die voortvloeien uit verlies of beschadiging van de door de telewerker gebruikte apparatuur en gegevens in het kader van het telewerk, zijn voor rekening van de Federale Overheidsdienst Justitie, behalve bij bedrog of zware schuld van de telewerker.

In geval van beschadiging door derden of van diefstal, verschaft de telewerker aan de Federale Overheidsdienst Justitie de informatie waarover hij beschikt en die van aard is om de overheid waaronder hij ressorteert toe te laten het herstel van de geleden schade te bekomen.

Art. 14. De telewerker brengt onmiddellijk de hiërarchische meerdere of de functionele chef op de hoogte van een defect aan de door hem gebruikte apparatuur of van een geval van overmacht waardoor hij zijn werk niet kan verrichten.

Er kan worden voorzien in specifieke regels zoals vervangende taken of een tijdelijke terugkeer naar de werkvloer van de dienst.

Art. 15. De Federale Overheidsdienst Justitie neemt maatregelen, in het bijzonder ten aanzien van de software, zodat de bescherming van de gegevens die door de telewerker voor professionele doeleinden worden gebruikt en verwerkt, gewaarborgd is.

De Federale Overheidsdienst Justitie informeert de telewerker omtrent de wetgeving en de in de instelling geldende regels inzake de bescherming van gegevens. De telewerker moet die wetgeving en regels naleven.

De Federale Overheidsdienst Justitie informeert de telewerker omtrent de beperkingen ten aanzien van het gebruik van IT-apparatuur of -faciliteiten en de sancties ingeval hij zich niet aan die beperkingen houdt.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op de dag van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 17. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2021/31723]

4 JUNI 2021. — Arrêté royal fixant les seuils d'investissements, les critères d'éligibilité des coûts d'investissement et la procédure de classement. — Avis rectificatif

Au *Moniteur belge* no 162 du 11 juin 2021 page 61527, le Rapport au Roi n'ayant pas été publié.

Les textes suivants du rapport au Roi et l'avis 69.021/3 du Conseil d'État doivent être insérés :

RAPPORT AU ROI

Sire,

Cet arrêté royal concerne le mécanisme de rémunération de capacité (ci-après « CRM »).

Le 15 mars 2021, la loi modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et modifiant la loi du 22 avril 2019 modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité portant la mise en place d'un mécanisme de rémunération de capacité a été promulguée.

Cette loi a été adoptée, entre autres, pour adapter la loi CRM du 22 avril 2019 au Règlement européen 2019/943 du 5 juin 2019 sur le marché intérieur de l'électricité (ci-après "Règlement 2019/943").

Le règlement 2019/943 contient plusieurs dispositions pertinentes relatives à la conception d'un CRM, notamment l'article 22, paragraphe 1 :

« Les mécanismes de capacité:

- a) sont temporaires;
- b) ne créent pas de distorsions inutiles du marché et ne limitent pas les échanges entre zones;
- c) ne dépassent pas ce qui est nécessaire pour traiter les difficultés d'adéquation des ressources visées à l'article 20;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2021/31723]

4 JUNI 2021. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de investeringsdrempels, de criteria voor het in aanmerking komen van investeringskosten, en de procedure van klassering. — Rechtzetting

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 162 van 11 juni 2021 bladzijde 61527, werd het Verslag aan de Koning niet gepubliceerd.

Onderstaande teksten van het Verslag aan de Koning en het advies 69.021/3 van de Raad van State moeten worden ingevoegd:

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit koninklijk besluit heeft betrekking op het capaciteitsvergoedingsmechanisme (hierna "CRM").

Op 15 maart 2021 werd de wet tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en tot wijziging van de wet van 22 april 2019 tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt teneinde een capaciteitsvergoedingsmechanisme in te stellen afgekondigd.

Deze wet werd aangenomen onder meer om de CRM-wet van 22 april 2019 aan te passen aan de Europese Verordening 2019/943 van 5 juni 2019 betreffende de interne markt voor elektriciteit (hierna "Verordening 2019/943").

De Verordening 2019/943 bevat verschillende relevante bepalingen met betrekking tot het design van een CRM, waaronder artikel 22, lid 1:

"Capaciteitsmechanismen:

- a) zijn tijdelijk;
- b) leiden niet tot onnodige marktverstoringen en beperken de zone-overschrijdende handel niet;
- c) gaan niet verder dan wat nodig is om de in artikel 20 bedoelde zorgpunten met betrekking tot de toereikendheid aan te pakken;

d) sélectionnent des fournisseurs de capacité au moyen d'une procédure transparente, non discriminatoire et concurrentielle;

e) fournissent des incitations pour que les fournisseurs de capacité soient disponibles lors des périodes où une forte sollicitation du système est attendue;

f) garantissent que la rémunération soit déterminée à l'aide d'un processus concurrentiel;

g) exposent les conditions techniques nécessaires pour la participation des fournisseurs de capacité en amont de la procédure de sélection;

h) sont ouverts à la participation de toutes les ressources qui sont en mesure de fournir les performances techniques nécessaires, y compris le stockage d'énergie et la participation active de la demande;

i) appliquent des pénalités appropriées aux fournisseurs de capacité lorsqu'ils ne sont pas disponibles aux périodes de forte sollicitation du système. »

Le développement d'un tel mécanisme est ensuite mis en œuvre par le biais de divers arrêtés royaux et règles de fonctionnement.

Cet arrêté royal exécute l'article 7undecies, §9 de la Loi électricité qui stipule ce qui suit :

« Sur proposition de la commission, établie après consultation publique et avis du gestionnaire du réseau, le Roi fixe les critères d'éligibilité des coûts d'investissement permettant de classer toute capacité dans une catégorie de capacité, les seuils d'investissements distinguant les catégories de capacité ainsi que la procédure de classement. »

Dès lors, cet arrêté royal détermine la procédure que les détenteurs de capacité doivent suivre pour obtenir un contrat de capacité pour plus d'une période de fourniture de capacité, il fixe les catégories de capacité, ainsi que la méthode de classement d'une capacité dans une catégorie de capacité. Il détermine les coûts d'investissement qui sont éligibles pour ce classement et seuils d'investissement à partir desquels la capacité est éligible pour les différentes catégories de capacité. Finalement, l'arrêté royal détermine comment les investissements effectués ex post seront contrôlés et il fixe les conditions à respecter par les experts techniques.

Tel que prévu à l'article 7undecies, §9 de la Loi électricité, cet arrêté royal est pris sur proposition de la commission. Il est seulement dérogé à la proposition des seuils d'investissement.

Après une brève introduction générale sur le CRM, le présent rapport au Roi traitera la dérogation par rapport aux seuils d'investissement proposés par la commission dans le projet d'arrêté royal.

Description générale du CRM

Un mécanisme de rémunération de capacité est un mécanisme de marché mis en place pour garantir l'adéquation des ressources dans la zone de réglage belge et donc la sécurité d'approvisionnement du pays en octroyant une certaine rémunération de capacité en échange de la mise à disposition d'une capacité pendant une période de fourniture de capacité prédéterminée. L'octroi d'une rémunération résulte d'une mise aux enchères concurrentielle, sur base annuelle, pour une future période de fourniture de capacité donnée. Les mises aux enchères ont lieu suffisamment de temps avant le début de la période de fourniture de capacité en question, à savoir quatre ans et un an avant celle-ci, afin de permettre à toutes les technologies ainsi qu'aux capacités existantes et additionnelles de participer au CRM. Les technologies peuvent participer selon leur contribution prévue à l'adéquation des ressources, qui est déterminée par l'application de facteurs de réduction. Le mécanisme s'applique à l'ensemble du marché, ce qui signifie qu'il rémunère toute la capacité nécessaire pour couvrir la demande prévue, tant qu'elle répond à certains critères, garantissant ainsi la norme de fiabilité, soit le niveau prédéterminé de sécurité d'approvisionnement du pays.

À la suite de la mise aux enchères, des contrats de capacité sont attribués aux fournisseurs de capacité retenus. Ce contrat, approuvé par la commission conformément à l'article 7undecies, §7 de la Loi électricité, décrit l'ensemble des droits et obligations des parties contractuelles. Bien que la durée du contrat standard soit d'1 an, il est également possible en vertu de l'article 7undecies, §5 de se voir attribuer un contrat pour plusieurs périodes de fourniture de capacité, en fonction des seuils d'investissement prédéterminés établis par l'arrêté royal.

La proposition des seuils d'investissement de la commission

L'article 7undecies, §9 de la Loi électricité requiert une proposition de la commission, établie après consultation publique et après avis du gestionnaire de réseau, qui détermine les critères d'éligibilité des coûts d'investissement permettant le classement de chaque capacité dans une catégorie d'investissement, les seuils d'investissement distinguant ces catégories ainsi que la procédure de classement.

d) selecteren capaciteitsaanbieders via een transparante, niet-discriminerende en concurrerende procedure;

e) bieden stimulansen voor capaciteitsaanbieders om op momenten waarop systeemstress verwacht wordt beschikbaar te blijven;

f) waarborgen dat de vergoeding wordt bepaald via de concurrerende procedure;

g) bepalen de technische voorwaarden voor de deelname van capaciteitsaanbieders voordat de selectieprocedure van start gaat;

h) staan open voor deelname van alle hulpbronnen die de vereiste technische prestaties kunnen verstrekken, met inbegrip van energieopslag en vraagzijdebeheer;

i) leggen passende sancties op aan capaciteitsaanbieders die niet beschikbaar zijn in tijden van systeemstress."

De ontwikkeling van een dergelijk mechanisme wordt verder uitgevoerd door middel van verschillende koninklijke besluiten en werkingsregels.

Dit koninklijk besluit geeft uitvoering aan artikel 7undecies, §9 van de Elektriciteitswet, waarin staat:

"Op voorstel van de commissie, opgesteld na openbare raadpleging en na advies van de netbeheerder, legt de Koning de criteria vast voor het in aanmerking komen van de investeringskosten, die toelaten om elke capaciteit in een capaciteitscategorie te klasseren, de investeringsdrempels die deze categorieën onderscheiden alsook de procedure van klassering."

Dit koninklijk besluit bepaalt dus de procedure die capaciteitshouders dienen te doorlopen om een capaciteitscontract voor meer dan één periode van capaciteitslevering te bekomen, het legt de capaciteitscategoriën vast, alsook de methode voor het klasseren van een capaciteit in een capaciteitscategorie. Het bepaalt welke investeringskosten in aanmerking komen voor deze klassering en vanaf welke investeringsdrempels de capaciteit in aanmerking komt voor de verschillende capaciteitscategorieën. Het koninklijk besluit legt tenslotte vast hoe ex post de uitgevoerde investeringen zullen gecontroleerd worden en bepaalt de voorwaarden waaraan technische experts moeten voldoen.

Zoals voorzien in artikel 7undecies, §9 van de Elektriciteitswet wordt dit Koninklijk Besluit genomen op voorstel van de commissie. Enkel van het voorstel van investeringsdrempels wordt afgeweken.

Na een korte algemene inleiding over het CRM wordt in dit verslag aan de Koning ingegaan op de afwijking ten opzichte van de door de commissie voorgestelde investeringsdrempels in het ontwerp van Koninklijk besluit.

Algemene beschrijving van het CRM

Een capaciteitsvergoedingsmechanisme is een marktmechanisme dat is opgezet om de toereikendheid van de middelen in de Belgische regelzone en dus de bevoorradingszekerheid van het land te garanderen door een bepaalde capaciteitsvergoeding toe te kennen in ruil voor het ter beschikking stellen van capaciteit gedurende een vooraf bepaalde periode van capaciteitslevering. De toekenning van een vergoeding vloeit voort uit een concurrerende veiling, op jaarbasis, voor een gegeven toekomstige periode van capaciteitslevering. De veilingen vinden lang genoeg vóór het begin van de desbetreffende periode van capaciteitslevering plaats, dat wil zeggen vier jaar en een jaar voor het begin van de desbetreffende periode van capaciteitslevering, om alle technologieën alsook bestaande en bijkomende capaciteit in staat te stellen deel te nemen aan het CRM. Technologieën kunnen deelnemen op basis van hun verwachte bijdrage aan de toereikendheid van de middelen, die wordt bepaald door de toepassing van reductiefactoren. Het mechanisme is van toepassing op de gehele markt, wat betekent dat het alle capaciteit vergoedt die nodig is om aan de verwachte vraag te voldoen mits aan bepaalde criteria is voldaan, waardoor de betrouwbaarheidsnorm, d.w.z. het vooraf bepaalde niveau van bevoorradingszekerheid van het land, wordt gewaarborgd.

Na de veiling worden de capaciteitscontracten gegund aan de geselecteerde capaciteitsleveranciers. Dit contract, dat door de commissie is goedgekeurd overeenkomstig artikel 7undecies, §7 van de Elektriciteitswet, beschrijft alle rechten en plichten van de contractuele partijen. Hoewel de looptijd van het standaardcontract 1 jaar bedraagt, is het ook mogelijk om op grond van artikel 7undecies, §5, een contract te gunnen voor verschillende periodes van capaciteitslevering, afhankelijk van de vooraf bepaalde investeringsdrempels die in het koninklijk besluit zijn vastgesteld.

Het voorstel van investeringsdrempels van de commissie

Het artikel 7undecies, §9 van de Elektriciteitswet vereist een voorstel van de commissie, opgesteld na openbare raadpleging en na advies van de netbeheerder, dat de criteria vastlegt voor het in aanmerking komen van de investeringskosten, die toelaten om elke capaciteit in een capaciteitscategorie te klasseren, de investeringsdrempels die deze categorieën onderscheiden alsook de procedure van klassering.

Le 12 décembre 2019, le comité de direction de la CREG a approuvé sa proposition d'arrêté royal fixant les seuils d'investissements et les critères d'éligibilité des coûts d'investissement en vue du classement des capacités dans les catégories de capacités. Une version antérieure de cette proposition a été soumise à une consultation publique qui a eu lieu du 1^{er} au 22 octobre 2019. Une deuxième version, sous forme de projet, a été approuvée par le comité de direction de la CREG après une procédure écrite, clôturée le 19 novembre 2019. Dans sa proposition adaptée, la CREG n'avait pas modifié les valeurs des seuils d'investissement.

Dans sa proposition du 12 décembre 2019, à l'article 6, la CREG détermine les seuils d'investissement suivants:

1° pour un contrat de capacité couvrant au maximum quinze périodes de fourniture de capacité : 600 €/kW ;

2° pour un contrat de capacité couvrant au maximum huit périodes de fourniture de capacité : 400 €/kW ;

3° pour un contrat de capacité couvrant au maximum trois périodes de fourniture de capacité : 177 €/kW.

Ces valeurs ont été critiquées par plusieurs acteurs du marché et parties intéressées. Après une consultation publique organisée par la CREG, la DG Energie a chargé PWC d'effectuer une analyse complémentaire sur les questions suivantes à examiner :

1. Les seuils envisagés par la CREG dans son Projet sont-ils adéquats ?

2. La méthodologie traduisant le seuil retenu pour les contrats de 15 périodes en seuils pour les contrats de 3 périodes et 8 périodes respectivement est-elle adéquate ?

Le rapport déposé par PWC auprès de la DG Energie en date du 19 novembre 2019 concluait que le seuil d'investissement proposé par la CREG pour être éligible en tant que capacité pour un contrat de 15 périodes, était trop élevé pour respecter les principes de neutralité technologique. Le rapport contenait la contreproposition suivante pour les seuils d'investissement :

Une première option basée sur la variante de référence du JRC ETRI rapport 2014 (publication par le European Joint Research Center avec les 'Energy Technology Reference Indicators' et leurs projections sur la période 2010-2050):

1° pour un contrat de capacité couvrant au maximum quinze périodes de fourniture de capacité : 420 €/kW ;

2° pour un contrat de capacité couvrant au maximum huit périodes de fourniture de capacité : 279 €/kW ;

3° pour un contrat de capacité couvrant au maximum trois périodes de fourniture de capacité : 124 €/kW.

Une deuxième option basée sur la variante basse du rapport JRC ETRI :

1° pour un contrat de capacité couvrant au maximum quinze périodes de fourniture de capacité : 320 €/kW ;

2° pour un contrat de capacité couvrant au maximum huit périodes de fourniture de capacité : 212 €/kW ;

3° pour un contrat de capacité couvrant au maximum trois périodes de fourniture de capacité : 94 €/kW.

La CREG n'a pas réagi.

Ni dans la version révisée de cette proposition approuvée par la CREG après consultation du 4 février 2021. Cette révision était nécessaire en raison, entre autres, de l'évolution du cadre législatif belge et européen et de la nécessité de simplifier la communication avec les acteurs du marché et la certification des investissements.

Justification de l'adaptation des seuils

Considérations techno-économiques

2 ans après la première proposition de la CREG sur les seuils d'investissement, la technologie des centrales à Cycle Combiné Gaz Vapeur (TGV) a évolué et, à l'heure actuelle, on construit en général des centrales manifestement plus grandes avec un meilleur rendement. Le meilleur rendement (63% au lieu de 60%) mène à des émissions de CO₂ moins importantes par MWh électrique produit. Vu que ces centrales sont légèrement plus importantes (environ 800 MW au lieu de 450 MW), il existe des économies d'échelle sur le coût d'investissement de sorte que le coût par capacité installée (kW) est plus faible, dans la mesure où il est inférieur au seuil proposé par la CREG pour être éligible pour un contrat de 15 ans. Etant donné qu'elles se situent en-dessous de ce seuil, elles sont uniquement éligibles pour des contrats de 8 ans. A cause des exigences équivalentes en capital, elles pourraient être désavantagées par rapport aux projets relatifs à des centrales TGV moins efficaces.

Par une réduction du seuil d'investissement pour être éligibles pour un contrat de 15 ans, ces centrales TGV plus performantes et plus efficaces sont mises en concurrence équivalente avec d'autres centrales au gaz de sorte que l'objectif de sécurité d'approvisionnement est atteint avec moins de centrales au gaz et, en outre, avec moins d'émissions de CO₂.

Op 12 december 2019 keurde het directiecomité van de CREG haar voorstel van koninklijk besluit tot vaststelling van de investeringsdrempels en de criteria voor het in aanmerking komen van investeringskosten met het oog op de klassering van capaciteiten in capaciteitscategorieën goed. Een eerdere versie van dit voorstel werd onderworpen aan een openbare raadpleging die plaatsvond van 1 tot 22 oktober 2019. Een tweede voorstel werd, onder de vorm van een ontwerp, goedgekeurd door het directiecomité van de CREG na een schriftelijke procedure, afgesloten op 19 november 2019. In haar aangepast voorstel had de CREG de waarden voor de investeringsdrempels niet gewijzigd.

In haar voorstel van 12 december 2019 legt de CREG in artikel 6 volgende investeringsdrempels vast:

1° voor een capaciteitscontract dat maximaal vijftien jaren bestrijkt: € 600 /kW;

2° voor een capaciteitscontract dat maximaal acht jaren bestrijkt: € 400 /kW;

3° voor een capaciteitscontract dat maximaal drie jaren bestrijkt: € 177 /kW.

Deze waarden werden door meerdere marktpartijen en belanghebbenden bekritiseerd. Na de openbare raadpleging georganiseerd door de CREG heeft de AD Energie daarom aan PWC een opdracht gegeven tot aanvullende analyse op onderstaande onderzoeksvragen:

1. Zijn de drempels die de CREG in haar Ontwerp voor ogen heeft adequaat ?

2. Is de methodologie waarmee de drempel voor de contracten van 15 jaren wordt omgezet in drempels voor contracten van respectievelijk 3 jaren en 8 jaren adequaat ?

Het rapport dat op 19 november 2019 door PWC werd neergelegd bij de AD Energie, concludeerde dat de door de CREG voorgestelde investeringsdrempel om als capaciteit in aanmerking te komen voor een 15 jaren contract te hoog lag om de principes van technologie-neutraliteit te respecteren. Het rapport bevatte volgend tegenvoorstel voor de investeringsdrempels:

Eerste optie gebaseerd op de referentie variant van het JRC ETRI rapport 2014 (publicatie door het Europese Joint Research Center met de Energie Technologie Referentie Indicatoren en hun projecties over de periode 2010-2050):

1° voor een capaciteitscontract dat maximaal vijftien jaren bestrijkt: € 420 /kW;

2° voor een capaciteitscontract dat maximaal acht jaren bestrijkt: € 279 /kW;

3° voor een capaciteitscontract dat maximaal drie jaren bestrijkt: € 124 /kW.

Tweede optie gebaseerd op de lage variant van het JRC ETRI rapport:

1° voor een capaciteitscontract dat maximaal vijftien jaren bestrijkt: € 320 /kW;

2° voor een capaciteitscontract dat maximaal acht jaren bestrijkt: € 212 /kW;

3° voor een capaciteitscontract dat maximaal drie jaren bestrijkt: € 94 /kW.

De CREG is daarop niet ingegaan.

Ook niet in de herziene versie van dit voorstel die de CREG goedkeurde na consultatie op 4 februari 2021. Deze herziening was nodig omwille van, onder andere, de evolutie van het Belgisch en Europees wetgevend kader en de noodzaak om de communicatie met de marktpelers en de certificering van investeringen te vereenvoudigen.

Verantwoording aanpassing drempels

Techno-economische overwegingen

2 jaar na het eerste voorstel van de CREG van investeringsdrempels is de technologie voor Gecombineerde Gas en Stoom Cyclus centrales (STEG) geëvolueerd en bouwt men nu doorgaans beduidend grotere centrales met een beter rendement. Het betere rendement (63 % in plaats van 60 %) leidt tot een lagere CO₂ uitstoot per geproduceerde elektrische MWh. Omdat deze centrales iets grootschaliger zijn (rond 800 MW in plaats van 450 MW) is er op de investeringskost een schaalvoordeel waardoor de kost per geïnstalleerde capaciteit (kW) lager ligt, in die mate dat zij onder de door de CREG voorgestelde drempel van €600/kW om in aanmerking te komen voor een 15 jaren contract vallen . Doordat zij onder deze drempel vallen, zullen zij enkel in aanmerking komen voor 8 jaren contracten. Door de gelijkwaardige kapitaalsnoden zouden zij benadeeld kunnen worden tegenover projecten met minder efficiënte STEG centrales.

Door een verlaging van de investeringsdrempel om in aanmerking te komen voor een 15 jaren contract, worden deze grotere en efficiëntere STEG centrales in gelijkwaardige concurrentie gezet met andere gascentrales waardoor de bevoorradingszekerheidsdoelstelling met minder gascentrales bereikt wordt en bovendien met minder CO₂ uitstoot.

Considérations relatives à la compétitivité :

Tout comme d'autres projets d'infrastructures de grande échelle, les promoteurs de construction devront rassembler du capital. A cette fin, les grands acteurs du marché peuvent en grande partie faire appel à leurs propres moyens (bilan) mais les acteurs moins importants devront faire des prêts. Les institutions financières n'accorderont très probablement du crédit que pour des périodes de revenus garantis, en l'espèce la durée du contrat de capacité. Plus la durée du contrat sera courte, plus le coût de financement par an sera élevé (remboursement des prêts). Ce coût de financement peut avoir un impact important sur le prix de l'offre avec lequel le détenteur de capacité participera à la mise aux enchères. En conclusion, une durée de contrat de capacité plus courte peut mener à des prix de l'offre plus élevés (en €/kW/an). Puisque les prix de l'offre seront plafonnés, certains promoteurs de projets qui ne seront pas éligibles pour des contrats de 15 ans à cause d'un seuil d'investissement trop élevé, vont potentiellement renoncer à leur participation à la mise aux enchères. Ceci réduit non seulement la compétitivité de la mise aux enchères elle-même mais risque également de porter préjudice à la compétitivité du marché d'électricité belge après 2025 parce qu'il y aura moins de producteurs d'électricité différents actifs dans ce marché d'électricité belge.

Considérations quant au coût social

Tel qu'expliqué ci-dessus, le financement du capital pourra avoir un impact important sur le prix de l'offre. Plus des projets de grande échelle en nouvelles centrales au gaz seront limités à des contrats de capacité de 8 ans, plus leurs prix d'offre (en €/kW/an) pourront être élevés. Ceci aura pour résultat que le coût total du CRM sera plus élevé par année et que pendant les 8 premières années, on payera plus que cela n'aurait été le cas si ces projets avaient obtenu un contrat de capacité de 15 ans. Par ailleurs, la plupart des études¹ relatives à la sécurité d'approvisionnement belge montrent qu'après 2033, il y aura toujours un grand besoin de capacité thermique contrôlable. Dans ce cas, ces nouvelles centrales à gaz seront nécessaires même après leur contrat de 8 ans et pourraient participer au CRM. Même en cas de prix bas des offres après 2033, cette combinaison de nombreuses capacités avec des contrats de 8 ans prolongées ensuite avec des contrats d'un an, pourrait être plus coûteuse pour la société sur la période 2025-2040 que dans le cas où ces capacités sont contractées directement pour 15 ans.

Des seuils d'investissement plus bas faciliteront l'accès au CRM pour des technologies avec une intensité en capital moins élevée telles que les batteries, la gestion de la demande, la prolongation de la durée de vie, les cogénérations existantes, ... Un coût en capital global moins élevé mènera à un coût social moins élevé.

Analyse de la motivation de la CREG concernant la hauteur des seuils d'investissement

La CREG utilise une méthodologie fixant d'abord une série de valeurs des seuils d'investissement pour l'éligibilité pour des contrats de 15 ans. Ces valeurs fixent également les seuils d'investissement pour l'éligibilité pour des contrats de 8 et de 3 ans en faisant en sorte que ceux-ci donnent une annuité égale. Ensuite, il est testé au moyen de ces valeurs quelles sont les technologies éligibles pour les différentes catégories de capacité. Sur base du résultat de ce test, il est examiné dans quelle mesure les seuils respectent les principes de neutralité technologique et si l'équilibre envisagé entre les intérêts des détenteurs de capacité et les consommateurs est ainsi obtenu.

Détermination des valeurs de test

Pour les valeurs de test des seuils d'investissement, la CREG considère les valeurs appliquées dans d'autres pays utilisant un CRM :

- Irlande: contrat de 10 ans à partir de €300/kW
- Royaume-Uni: contrat de 15 à partir de €305/kW
- Italie: contrat de 15 ans à partir de €186 à €232/kW
- Pologne: contrat de 15 ans à partir de €706/kW (et contrat de 17 ans si émissions de CO₂ <450kg/MWh).

Sur cette base, elle détermine les valeurs de coût suivantes : €170, €250 et €600 à prendre en compte par kW de capacité installée. Dans ce cas, la valeur de test la plus élevée est inspirée de la valeur polonaise. La CREG semble ne pas tenir compte du fait que les autorités polonaises se sont engagées auprès de la Commission européenne à ce qu'une centrale TGV puisse toujours faire appel à un contrat de 15 ans (voir la décision finale de la CE https://ec.europa.eu/competition/state_aid/cases/272253/272253_1977790_162_2.pdf marginal 43 dernière phrase).

La CREG ne considère pas de valeurs de test entre €250 et €600/kW bien que dans la littérature, des coûts d'investissements plus bas par kW soient donnés pour les centrales TGV (comme €550/kW dans l'étude de Fichtner https://www.elia.be/-/media/project/elia/elia-site/users-group/crm-implementation/documents/20201214_fichtner-report-cost-of-capacity-crm_en.pdf). La valeur de €600/kW mène pour une centrale TGV de 400MW, à une annuité de l'investissement de €68/kW/an. Les hypothèses de la justification de la CREG montrent qu'elles porteraient d'une génération plus ancienne de centrales TGV. Une simulation avec une génération plus récente de centrales TGV de 800MW à €550/kW, qui obtiendrait avec ce seuil un contrat de 8 ans,

Overwegingen met betrekking tot competitiviteit:

Projectontwikkelaars van grote gascentrales zullen, net als andere grootschalige infrastructuurprojecten, kapitaal moeten samenbrengen. Grote marktspelers kunnen daarvoor grofdeels beroep doen op eigen middelen (balans), maar kleinere marktspelers zullen daarvoor leningen moeten aangaan. Financiële instellingen zullen naar alle waarschijnlijkheid slechts krediet verlenen voor de periodes van gegarandeerde inkomsten, i.c. de duurtijd van het capaciteitscontract. Hoe korter de contractduur hoe hoger de financieringskost per jaar (afbetaling van leningen). Deze financieringskost kan een belangrijke impact hebben op de biedprijs waarmee de capaciteitshouder zal deelnemen aan de veiling. Kortom, een kortere capaciteitscontractduur kan leiden tot hogere biedprijzen (in €/kW/j). Omdat biedprijzen begrensd zullen worden, zullen enkele projectontwikkelaars die door een te hoge investeringsdrempel niet in aanmerking komen voor 15 jaren contracten, mogelijks afzien van hun deelname aan de veiling. Dit verlaagt niet alleen de competitiviteit van de veiling zelf, maar dreigt ook de competitiviteit van de Belgische elektriciteitsmarkt na 2025 te benadelen omdat er minder verschillende elektriciteitsproducenten actief zullen zijn in die Belgische elektriciteitsmarkt.

Maatschappelijke kost overwegingen

Zoals hierboven vermeld, kan de kapitaalfinanciering een belangrijke impact hebben op de biedprijs. Hoe meer grootschalige projecten in nieuwe gascentrales beperkt worden tot 8 jaren capaciteitscontracten, hoe hoger hun biedprijzen (in €/kW/j) zouden kunnen zijn. Dit zal ertoe leiden dat de totaal kost van het CRM per jaar hoger zal zijn en er de eerste 8 jaren meer zal betaald worden dan het geval zou zijn als deze projecten een 15 jaren capaciteitscontract zouden hebben verkregen. Daarnaast tonen de meeste studies (1) met betrekking tot de Belgische bevoorradingszekerheid aan dat er ook na 2033 nog een grote nood bestaat aan stuurbare thermische capaciteit. In dat geval zullen deze nieuwe gascentrales ook na hun 8 jaren contract nodig zijn en zouden zij kunnen deelnemen aan het CRM. Ook bij lage biedprijzen na 2033 zou deze combinatie van veel capaciteiten met 8 jaren contracten en daarna de verlenging van deze capaciteiten met 1 jaar contracten, maatschappelijke duurder kunnen zijn over de termijn 2025-2040 dan deze capaciteiten al direct voor 15 jaar te contracteren.

Lagere investeringsdrempels zullen de toegang tot het CRM vergemakkelijken voor technologieën met lagere kapitaalsintensiteit, zoals batterijen, vraagsturing, levensduurverlenging bestaande WKK's, ... Een globaal lagere kapitaalskost in het CRM zal leiden tot een lagere maatschappelijke kost.

Analyse van de motivering door CREG van de hoogte van de investeringsdrempels

CREG hanteert een methodologie waarbij eerst een aantal waarden voor de investeringsdrempels worden vastgelegd om in aanmerking te komen voor 15 jaren contracten. Deze waarden bepalen ook de investeringsdrempels om voor 8 en 3 jaren contracten in aanmerking te komen door ervoor te zorgen dat deze in een gelijke annuïteit resulteren. Met deze waarden wordt dan getest welke technologieën in aanmerking komen voor de verschillende capaciteitscategorieën. Met het resultaat van deze test wordt nagegaan in welke mate de drempels de principes van technologie-neutraliteit respecteren en of hiermee het beoogde evenwicht tussen de belangen van de capaciteitshouders en de consumenten wordt verkregen.

Bepaling van de testwaarden

Voor de testwaarden van de investeringsdrempels beschouwt de CREG de waarden toegepast in andere landen met een CRM:

- Ierland: 10 jaren contract vanaf €300/kW
- Verenigd Koninkrijk: 15 jaren contract vanaf €305/kW
- Italië: 15 jaren contract vanaf €186 tot €232/kW
- Polen: 15 jaren contract vanaf €706/kW (en 17 jaren contract indien CO₂ emissies <450kg/MWh)

Daaruit legt zij volgende testwaarden vast: €170, €250 en €600 in aanmerking te nemen kosten per kW geïnstalleerde capaciteit. De hoogste testwaarde is daarbij geïnspireerd op de Poolse waarde. De CREG blijkt daarbij geen rekening te houden dat de Poolse autoriteiten zich geëngageerd hebben naar de Europese Commissie dat een STEG centrale steeds beroep zal kunnen doen op een contract van 15 jaren (zie de eindbeslissing van de EC https://ec.europa.eu/competition/state_aid/cases/272253/272253_1977790_162_2.pdf randnummer 43 laatste zin).

De CREG beschouwt geen testwaarden tussen €250 en €600/kW, hoewel in de literatuur voor STEG centrales lagere investeringskosten per kW aangegeven worden (zoals €550/kW in de studie van Fichtner: https://www.elia.be/-/media/project/elia/elia-site/users-group/crm-implementation/documents/20201214_fichtner-report-cost-of-capacity-crm_en.pdf). De €600/kW leidt voor een 400MW STEG centrale tot een annuïteit van de investering van €68/kW/j. De veronderstellingen in de onderbouwing van de CREG wijzen erop dat deze uitgingen van een oudere generatie aan STEG centrales. Een simulatie met een nieuwere generatie van STEG centrales van 800MW aan €550/kW, die met deze drempel een 8 jaren contract zou verkrijgen, zou getoond hebben dat

aurait montré que ceci mènerait à une annuité de €94/kW. Sachant que la résolution parlementaire 1220/007 prévoit que les prix de l'offre ne peuvent pas excéder €75/kW, cela indique une première difficulté du calibrage de cette valeur du seuil.

Respect de la neutralité technologique

La CREG teste ensuite, avec les variations connues des coûts d'investissement pour les différentes technologies, lesquelles d'entre elles pourraient faire un appel à des contrats de 15, 8 ou 3 ans. Dans cette simulation, on remarque immédiatement qu'avec le seuil d'investissement de €600/kW, par exemple dans la catégorie de centrales TGV, les projets plus chers peuvent faire appel à des contrats de 15 ans et les projets moins chers à des contrats de capacité de 8 ans. La CREG n'a pas analysé dans quelle mesure ceci pouvait avoir un impact sur la compétitivité dans la mise aux enchères de projets semblables avec seulement de faibles écarts de coût autour de ce seuil de €600/kW. Une analyse complémentaire effectuée par le consultant haulogy sur demande de la DG Energie, de l'impact potentiel sur les prix de l'offre en fonction du "missing money" de ces projets, montre qu'à cause des conditions moins favorables du marché de l'électricité jusque 2030, les détenteurs de capacité qui seraient limités à une durée de contrat de 8 ans, auraient des prix de l'offre plus élevés. Ceci est encore sans rapport avec l'impact susvisé des possibilités de financement de ces projets. Cela signifierait que dans la mise aux enchères, les centrales au gaz plus chères avec des contrats de 15 ans seraient sélectionnées au détriment de projets qui seraient un peu moins chers. Dès lors, il s'agit d'une deuxième difficulté quant au calibrage de cette valeur du seuil.

La difficulté de calibrage précitée montre en outre, qu'il est peut-être moins intéressant pour les promoteurs pour négocier de manière compétitive avec leurs fournisseurs. En effet, pour les projets proches du seuil de 600 € / kW, il y a pour effet indésirable que les promoteurs ne sont pas incités à négocier de manière compétitive leurs investissements avec leurs fournisseurs. La consultation publique et les données de marché montrent qu'un certain nombre de grands projets se situent juste autour de ce seuil.

Evaluation de l'équilibre entre les intérêts des détenteurs de capacité et les consommateurs

La valeur de test suivante de la CREG se situe à €250/kW, valeur qui est plus de la moitié inférieure à €600/kW. Au moyen de cette valeur de test de €250/kW, la CREG montre que beaucoup de technologies seraient éligibles pour des contrats de 15 ans. La CREG affirme que les contrats de long terme reportent les risques des investisseurs aux consommateurs. Ainsi, la CREG estime qu'il vaut mieux limiter les contrats de 15 ans et que la meilleure façon de le faire est de fixer le seuil d'investissement à une valeur élevée. Cependant, la CREG ne fait pas de simulations complémentaires avec des valeurs de seuil entre €250/kW et €600/kW et ne vérifie pas si cela serait effectivement le cas dans la dynamique de la mise aux enchères (comme expliqué ci-dessus).

Comme expliqué également ci-dessus, les contrats de 15 ans ne signifient pas nécessairement un impact désavantageux sur le consommateur. En effet, plusieurs études sur la sécurité d'approvisionnement de la Belgique ont constaté que même après 2033, il y aura un besoin de capacité thermique contrôlable mais cela à des conditions du marché de l'électricité quelque peu plus favorables. Ainsi, les investisseurs seront en mesure de mieux répartir les risques de financement et les risques du marché. Ainsi, les prix de l'offre seraient moins élevés, la compétitivité serait plus élevée, ce qui mènerait à un coût annuel moins élevé du CRM.

Analyse technico-économique complémentaire des seuils d'investissement

Une analyse complémentaire a été effectuée par le consultant Compass Lexecon sur demande de la DG Energie. Compass Lexecon a été mandaté pour présenter une analyse économique des seuils d'investissement et des résultats des enchères de capacité en relation avec l'éligibilité des unités de capacité pour les contrats à long terme dans les mécanismes de rémunération des capacités des autres pays européens.

En ce qui concerne la méthodologie, l'expérience européenne des enchères CRM semble suggérer que:

- La méthodologie de détermination des seuils CAPEX pour les contrats à plus long terme vise la neutralité technologique,
- Par conséquent, le seuil est souvent fixé à la limite la plus basse de la fourchette CAPEX possible du meilleur nouvel entrant ou à une fraction des coûts d'investissement moyens.
- Au-delà du seuil CAPEX, d'autres critères d'éligibilité sont importants. Par exemple, la possibilité de se qualifier pour un contrat à long terme basé sur l'investissement passé peut simplifier l'obtention de tels contrats par des projets pour lesquels un investissement a eu lieu avant les premières enchères CRM.

dit zou leiden tot een annuïteit van €94/kW. Wetende dat de parlementaire resolutie 1220/007 voorziet dat biedprijzen niet hoger mogen zijn dan €75/kW, wijst dit op een eerste probleem met de kalibratie van deze drempelwaarde.

Respecteren technologie-neutraliteit

De CREG test daaropvolgend, met de gekende variaties in investeringskosten voor de verschillende technologieën, welke daarvan beroep zouden kunnen doen op 15, 8 of 3 jaren contracten. In deze simulatie valt al op te merken dat met de investeringsdrempel op €600/kW, bijvoorbeeld in de categorie van STEG centrales, duurdere projecten beroep kunnen doen op 15 jaren contracten en goedkopere projecten op 8 jaren capaciteitscontracten. De CREG heeft niet geanalyseerd in welke mate dit impact kon hebben op de competitiviteit in de veiling van gelijkaardige projecten met slechts beperkte kostverschillen rond deze drempel van €600/kW. Bijkomende analyse uitgevoerd door de consultant haulogy in opdracht van de AD Energie van de mogelijke impact op biedprijzen in functie van de "missing money" van deze projecten, toont dat door de minder gunstige elektriciteitsmarktcondities tot 2030 de capaciteitshouders die beperkt zouden zijn tot 8 jaren contractduur hogere biedprijzen zouden hebben. Dit staat nog los van de hierboven vermelde impact van de financieringsmogelijkheden van deze projecten. Dat zou betekenen dat in de veiling duurdere gascentrales met 15 jaren contracten zouden geselecteerd worden over projecten die iets goedkoper zouden zijn. Dit wijst op een tweede probleem met de kalibratie van deze drempelwaarde.

Bovenstaand aangetoond kalibratieprobleem toont bovendien dat het mogelijks minder interessant is voor projectontwikkelaars om competitief te onderhandelen met hun toeleveranciers. Inderdaad, voor projecten die zich situeren omtrent de drempel van €600/kW is er het ongewenste effect dat zij een stimulus ontbreken om hun investeringen competitief te onderhandelen met hun toeleveranciers. Uit de publieke consultatie en marktgegevens blijkt dat een aantal van de grotere projecten zich net rond deze drempel situeren.

Beoordeling van het evenwicht tussen de belangen van de capaciteitshouders en de consumenten

De volgende testwaarde van de CREG ligt op €250/kW wat meer dan de helft lager ligt dan €600/kW. Aan de hand van deze testwaarde van €250/kW toont de CREG aan dat heel veel technologieën in aanmerking zouden komen voor 15 jaren contracten. De CREG stelt dat lange termijn contracten risico's verschuiven van investeerders naar consumenten. Daardoor meent de CREG dat het beter is om het aantal 15 jaren contracten te beperken en dat dit best kan door de investeringsdrempel hiervoor hoog te leggen. De CREG doet echter geen bijkomende simulaties met drempelwaarden tussen €250/kW en €600/kW en verifieert niet of in de dynamiek van de veiling dit ook daadwerkelijk het geval zou zijn (zoals hierboven reeds aangegeven).

Zoals hierboven ook toegelicht, betekenen 15 jaren contracten niet noodzakelijkerwijs een nadelige impact op de consument. Het is immers in verschillende studies op de bevoorradingszekerheid van België vastgesteld dat er ook na 2033 nood zal zijn aan stuurbare thermische capaciteit maar dit onder licht gunstigere elektriciteitsmarktcondities. Investeerders kunnen hun financieringsrisico's en marktrisico's daardoor beter spreiden. De biedprijzen zouden daardoor lager liggen, de competitiviteit zal hoger liggen, wat zou leiden tot een lagere jaarlijkse kost van het CRM.

Bijkomende techno-economische analyse van de investeringsdrempels

Een bijkomende analyse werd uitgevoerd in opdracht van de AD Energie door de consultant Compass Lexecon. Compass Lexecon heeft de opdracht gekregen om een economische analyse te maken van de investeringsdrempels toegepast in de capaciteitsvergoedingsmechanismen van andere Europese landen en de resultaten van capaciteitsveilingen in relatie tot hoe projecten in aanmerking komen voor langetermijncontracten.

De consultant Compass Lexecon stelde dat met betrekking tot de methodologie de Europese ervaring met CRM-veilingen aangeeft dat:

- De methodologie om CAPEX-drempels voor de langerlopende contracten te bepalen gericht is op technologische neutraliteit,
- Daarom wordt de drempel vaak vastgesteld op de laagste grens van de mogelijke CAPEX-range van de beste nieuwkomer of tegen een fractie van de gemiddelde investeringskosten.
- Naast de CAPEX-drempel zijn andere toelatingscriteria belangrijk. De mogelijkheid om in aanmerking te komen voor een langetermijncontract op basis van de investering uit het verleden, kan het verkrijgen van dergelijke contracten bijvoorbeeld vereenvoudigen voor projecten waarin vóór de eerste CRM-veilingen is geïnvesteerd.

La proposition de PwC est conforme à une telle approche, contrairement à la position de la CREG qui repose largement sur un seuil établi en Pologne avec une gamme différente des meilleures nouvelles technologies entrantes, des coûts spécifiques à la technologie et des CAPEX éligibles. En outre, la Pologne elle-même a révisé son seuil pour la dernière vente aux enchères terminée.

L'étude Compass Lexecon confirme également l'impact suivant des seuils CAPEX sur les résultats CRM dans les pays européens étudiés:

- des seuils de contrat "Pivot" d'environ 300€/kW (Royaume-Uni et Irlande), ont permis l'entrée de centrales CCGT, tandis qu'un seuil plus élevé en Pologne a permis l'entrée de nouveaux centrales au charbon;

- L'expérience internationale montre que de faibles barrières à l'investissement n'entraînent pas la concurrence dans les enchères CRM. Les contrats précédemment attribués avaient tendance à réduire la concurrence en Pologne, où le seuil d'investissement est élevé, mais ne diminuent guère la concurrence au Royaume-Uni, en Irlande et en Italie, où les barrières sont faibles.

- Les informations disponibles issues de l'expérience internationale des CRM ne montrent pas que le prix de la capacité résultant de l'enchère est inférieur en raison de la part des contrats à plus long terme. Les résultats des enchères en Pologne et au Royaume-Uni semblent indiquer qu'une part plus importante de contrats à plus long terme s'accompagne souvent d'un prix de compensation plus élevé. Cependant, la relation entre les clearingprices des enchères et le volume de capacités nouvelles et renouvelées avec des contrats à plus long terme peut plutôt indiquer que la baisse des coûts de financement dans les contrats à long terme ne comble pas complètement l'écart concurrentiel entre des unités existantes et des unités neuves / renouvelées.

Ces résultats confirment qu'il est conseillé de suivre les exemples du Royaume-Uni, d'Irlande et d'Italie avant de fixer les seuils d'investissement.

Seuils d'investissement adaptés

Dès lors, le présent arrêté royal contient des seuils d'investissement adaptés :

1° pour un contrat de capacité couvrant au maximum quinze périodes de fourniture de capacité : 360 €/kW ;

2° pour un contrat de capacité couvrant au maximum huit périodes de fourniture de capacité : 239 €/kW ;

3° pour un contrat de capacité couvrant au maximum trois périodes de fourniture de capacité : 106 €/kW.

L'avis de Compass Lexecon indique que la méthodologie telle qu'appliquée dans le rapport PWC du 19 novembre 2019, en utilisant notamment la limite la plus basse de la fourchette CAPEX possible du meilleur nouveau entrant, est la plus adaptée. Les valeurs calculées par PWC ne peuvent néanmoins pas être transférées une à une. Après tout, comme le note la CREG, ces valeurs ne tiennent pas compte des coûts de raccordement.

Pour les seuils d'investissement adaptés, conformément à la méthodologie utilisée par la CREG, est d'abord déterminé le seuil d'investissement pour les contrats de capacité de 15 ans. Pour cette valeur, la valeur minimale du coût total d'investissement pour les TGV, telle qu'elle figure dans la justification de la CREG (datant de 2019), a été prise en compte au lieu de la valeur moyenne. Ceci est conforme à l'approche d'autres pays européens, comme le montrent les conclusions de Compass Lexecon. Cependant, on peut déduire de la littérature (JRC ETRI et Fichtner) que ce coût d'investissement sera entretemps probablement moins élevé. C'est pourquoi, on est parti du principe qu'il est possible d'obtenir des remises de 25 % auprès des fournisseurs. Il s'agit en l'espèce du coût d'investissement total, dont seulement une partie sera effectivement prise en compte pour la détermination de la durée du contrat. A cet égard, la CREG en utilise 80%. Ceci mène à la fixation du seuil d'investissement pour l'éligibilité du contrat de capacité de 15 ans à € 360 /kW.

Sur base de ces valeurs, l'annuité est déterminée. Celle-ci est égale à €40,78/kW/an. Cette annuité est étendue pour les seuils d'investissement des contrats de 8 et de 3 ans, conduisant respectivement à €239/kW et €106/kW.

L'arrêté royal prévoit également que, en cas de besoin et au moins tous les trois ans, la CREG établira un rapport sur la nécessité de modifier ces seuils d'investissement. Cette révision périodique tiendra compte des évolutions technologiques ainsi que des objectifs et sous-objectifs énergétiques et climatiques belges et européens pour le secteur de la production d'électricité. En effet, la durée du contrat des installations de production d'électricité à émissions nettes de CO₂ doit être compatible avec les objectifs belges et européens en matière d'émissions de gaz à effet de serre et, en particulier, avec l'objectif de neutralité climatique de l'UE d'ici 2050, conformément à l'Accord de Paris.

L'avis du Conseil d'Etat 69.021/3, donné le 13 avril 2021

Het voorstel van PwC is in lijn met een dergelijke aanpak, in tegenstelling tot de benadering van de CREG dat grotendeels gebaseerd is op een in Polen vastgestelde drempel met een ander aanbod van beste nieuwkomerstechnologieën, technologiespecifieke kosten en in aanmerking komende CAPEX. Bovendien heeft Polen zelf zijn drempel voor de laatst voltooide veiling herzien.

De studie van Compass Lexecon bevestigt daarnaast volgende impact van de CAPEX-drempels op de CRM-resultaten in de onderzochte Europese landen:

- "Pivot"-contractdrempels van ongeveer 300€/kW (VK en Ierland), lieten STEG-centrales toetreden, terwijl een hogere drempel in Polen de toetreding van nieuwe steenkoolprojecten mogelijk maakte;

- De internationale ervaring toont dat lage investeringsdrempels de concurrentie in de CRM-veilingen niet belemmeren. De eerder gegunde contracten verminderden meestal de concurrentie in Polen, waar de investeringsdrempel hoog is, maar nauwelijks de concurrentie in het VK, Ierland en Italië, waar de drempels laag zijn.

- De beschikbare informatie uit de internationale ervaring met CRM's toont niet aan dat de capaciteitsprijs die voortkomt uit de veiling lager is als gevolg van het aandeel langerlopende contracten. De veiling resultaten in Polen en VK lijken aan te geven dat een groter aandeel langerlopende contracten vaak gepaard gaat met een hogere clearingprijs. Echter, de relatie tussen veilingclearingprijzen en het volume van gelearde nieuwe en gerenoveerde capaciteit met langertermijn contracten, zou er eerder op kunnen wijzen dat de lagere financieringskosten bij langetermijncontracten de concurrentiekloof tussen de bestaande en de nieuwe / gerenoveerde units niet helemaal overbrugt.

Deze vaststellingen bevestigen dat het aan te bevelen valt om voor het vastleggen van de investeringsdrempels eerder de voorbeelden uit het VK, Ierland en Italië te volgen.

Aangepaste investeringsdrempels

Het voorliggende Koninklijke besluit bevat bijgevolg aangepaste investeringsdrempels:

1° voor een capaciteitscontract dat maximaal vijftien jaren bestrijkt: € 360 /kW;

2° voor een capaciteitscontract dat maximaal acht jaren bestrijkt: € 239 /kW;

3° voor een capaciteitscontract dat maximaal drie jaren bestrijkt: € 106 /kW.

Het advies van Compass Lexecon geeft aan dat de methodologie zoals toegepast in het rapport van PWC van 19 november 2019, met name gebruik makend van de laagste grens van de mogelijke CAPEX-range van de beste nieuwkomer, het meest geschikt is. De waarden die PWC berekend heeft kunnen echter niet één op één overgenomen worden. Immers, zoals opgemerkt door de CREG, houden deze waarden geen rekening met aansluitingskosten.

Voor de aangepaste investeringsdrempels wordt, net zoals in de methodologie van de CREG, eerst de investeringsdrempel voor de 15 jaren capaciteitscontracten vastgelegd. Voor deze waarde werd uitgegaan van de minimum waarde van totale investeringskost voor STEG centrales zoals teruggevonden kan worden in de onderbouwing van de CREG (die dateert van 2019), en dit in de plaats van de gemiddelde waarde. Dit is in overeenstemming met de aanpak in andere Europese landen, zoals blijkt uit de conclusies van Compass Lexecon. Uit de literatuur (JRC ETRI en Fichtner) kan echter afgeleid worden dat deze investeringskost inmiddels waarschijnlijk lager zal liggen. Er wordt daarom van uitgegaan dat er 25 % leverancierskortingen kunnen bekomen worden. Het betreft hierbij de totale investeringskost, waarvan slechts een deel ook daadwerkelijk in aanmerking wordt genomen voor de bepaling van de contractduur. De CREG hanteert hiervoor 80 %. Dit leidt tot het vastleggen van de investeringsdrempel voor het in aanmerking komen voor een 15 jaren capaciteitscontract op € 360 /kW. Vanuit deze waarden wordt de annuïteit bepaald. Deze is gelijk aan €40,78/kW/j.

Deze annuïteit wordt doorgetrokken naar de investeringsdrempels voor 8 en 3 jaren contracten, wat respectievelijk leidt tot €239/kW en €106/kW.

Het KB voorziet verder dat de CREG, wanneer nodig en minstens om de drie jaar, een verslag zal opstellen over de noodzaak om deze investeringsdrempels te wijzigen. Bij deze periodieke herziening zal rekening worden gehouden met de technologische evoluties alsook met de Belgische en Europese energie- en klimaatdoelstellingen en de subdoelstellingen voor de elektriciteitsproductiesector. De contractduur van elektriciteitsproductie-installaties met een netto CO₂ uitstoot moet immers verenigbaar zijn met de Belgische en Europese doelstellingen op vlak van de uitstoot van broeikasgassen en in het bijzonder de doelstelling om de EU klimaatneutraal te maken tegen 2050, in overeenstemming met de Overeenkomst van Parijs.

Advies 69.021/3 van de Raad van State, gegeven op 13 april 2021

À la suite de l'avis 69.021 / 3 du Conseil d'État, donné le 13 avril 2021, l'éclaircissement suivant est encore inclu dans ce rapport:

La définition de « même site géographique » est adaptée en ce qui concerne la deuxième situation de plusieurs parcelles cadastrales. Il est en effet plus correcte de mentionner un ensemble de parcelles proches.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

La Ministre de l'Énergie,
T. VAN DER STRAETEN

—————
Note

(1) https://www.plan.be/uploaded/documents/201805171245060.WP_1805_11575.pdf

<https://www.elia.be/en/publications/studies-and-reports>

https://www.energyville.be/sites/energyville/files/downloads/2020/20200918_fullpresentation.pdf

Conseil d'État, section de législation avis 69.021/3 du 13 avril 2021 sur un projet d'arrêté royal 'fixant les seuils d'investissement et les critères d'éligibilité des coûts d'investissement'

Le projet a été examiné par la troisième chambre le 6 avril 2021. La chambre était composée de Wilfried VAN VAERENBERGH, président de chambre, Chantal BAMPES et Koen MUYLLE, conseillers d'État, et Annemie GOOSSENS, greffier.

Le rapport a été présenté par Arne CARTON, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Koen MUYLLE, conseiller d'État. L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 avril 2021.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

Portée du projet

2. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a avant tout pour objet de prévoir des catégories de capacité dans le cadre du mécanisme de rémunération de capacité instauré à l'article 7*undecies* de la loi du 29 avril 1999 'relative à l'organisation du marché de l'électricité' (ci-après : la loi sur l'électricité), inséré par l'article 4 de la loi du 15 mars 2021 'modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et modifiant la loi du 22 avril 2019 modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité portant la mise en place d'un mécanisme de rémunération de capacité'.

Le projet définit les catégories de capacité (article 2), ainsi que les coûts d'investissement éligibles (article 3) et les seuils d'investissement en vue du classement d'une capacité dans une catégorie de capacité (article 6). En vue de permettre le classement d'une capacité dans une catégorie de capacité, il est tenu compte de la puissance nominale de référence de la capacité après l'investissement envisagé (article 4). Chaque capacité composant une offre agrégée fait l'objet d'un classement dans une catégorie de capacité (article 5).

En vue d'être classé dans une catégorie de capacité, le détenteur de capacité ou le gestionnaire d'une offre agrégée doit introduire un dossier d'investissement auprès de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (ci-après : la CREG) (article 7). Le projet règle la demande (et son contenu), tout comme son traitement par la CREG (articles 8 à 11).

Ten gevolge van het advies 69.021/3 van de Raad van State, gegeven op 13 april 2021, wordt nog volgende verduidelijking in dit verslag opgenomen:

De definitie van "dezelfde geografische locatie" wordt aangepast voor wat betreft de tweede situatie van meerdere kadasterpercelen, waarbij het geheel wordt doorkruist door een openbare weg. Het is inderdaad correcter om hier te spreken over een geheel van dicht bij elkaar liggende percelen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Energie,
T. VAN DER STRAETEN

—————
Nota

https://www.plan.be/uploaded/documents/201805171245060.WP_1805_11575.pdf

<https://www.elia.be/en/publications/studies-and-reports>

https://www.energyville.be/sites/energyville/files/downloads/2020/20200918_fullpresentation.pdf

Raad van State, afdeling Wetgeving advies 69.021/3 van 13 april 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de investeringsdrempels en de criteria voor het in aanmerking komen van investeringskosten'

Het ontwerp is door de derde kamer onderzocht op 6 april 2021. De kamer was samengesteld uit Wilfried VAN VAERENBERGH, kamer-voorzitter, Chantal BAMPES en Koen MUYLLE, staatsraden, en Annemie GOOSSENS, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Arne CARTON, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Koen MUYLLE, staatsraad. Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 april 2021.

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

Strekking van het ontwerp

2. Het voor advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt er vooreerst toe om in capaciteitscategorieën te voorzien in het kader van het capaciteitsvergoedingsmechanisme waarin wordt voorzien door artikel 7*undecies* van de wet van 29 april 1999 'betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt' (hierna: de Elektriciteitswet), ingevoegd bij artikel 4 van de wet van 15 maart 2021 'tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en tot wijziging van de wet van 22 april 2019 tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt teneinde een capaciteitsvergoedingsmechanisme in te stellen'.

De capaciteitscategorieën worden bepaald (artikel 2 van het ontwerp), evenals de in aanmerking komende investeringskosten (artikel 3) en de investeringsdrempels voor de indeling van een capaciteit in een capaciteitscategorie (artikel 6). Om een capaciteit in een capaciteitscategorie te kunnen klasseren, moet rekening worden gehouden met het nominaal referentievermogen van de capaciteit na de beoogde investering (artikel 4). Elke capaciteit die deel uitmaakt van een geaggregeerde offerte wordt geklasseerd in een capaciteitscategorie (artikel 5).

Om in een capaciteitscategorie te worden geklasseerd moet de capaciteitshouder of de beheerder van een geaggregeerde offerte een investeringsdossier indienen bij de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas (hierna: CREG) (artikel 7). De (inhoud van de) aanvraag wordt geregeld, evenals de behandeling ervan door de CREG (artikelen 8 tot 11).

En outre, il règle le contrôle, par la CREG, du classement d'une capacité ou d'une offre agrégée dans une catégorie de capacité (articles 12 à 17). À cet effet, un fournisseur de capacité adresse à la CREG le dossier de clôture d'investissement (article 13). Le projet règle la communication entre la CREG et le fournisseur de capacité (article 14), ainsi que les compétences de la CREG en cas d'introduction tardive ou à défaut d'introduction du dossier de clôture (article 15), en l'absence d'informations complémentaires (article 16) ou s'il est constaté que le projet ne donne pas droit au classement initialement accordé (article 17).

Enfin, les conditions auxquelles une personne peut être désignée comme expert technique par un détenteur ou un fournisseur de capacité sont fixées (article 18).

L'arrêté envisagé entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* (article 19).

Observation préliminaire

3. Le projet est d'une nature très technique, si bien qu'il n'est pas aisé d'en cerner toutes les finesses. L'examen du projet au regard de normes supérieures, et notamment du droit de l'Union européenne, n'est dès lors pas évident.

Dès lors, la circonstance qu'une disposition ne fasse l'objet d'aucune observation dans le présent avis ne peut nullement signifier qu'il n'y a rien à en dire et, si toutefois une observation est formulée, cela n'implique pas qu'elle soit exhaustive. Il reviendra au Conseil d'État, section du contentieux administratif, et, le cas échéant, à la Cour de Justice, de se prononcer sur ce point.

Fondement juridique

4.1. Le projet trouve tout d'abord un fondement juridique dans l'article 7undecies, § 9, alinéa 4, de la loi sur l'électricité. Cette disposition habilite le Roi à fixer, sur proposition de la CREG, établie après consultation publique et avis du gestionnaire du réseau, les critères d'éligibilité des coûts d'investissement permettant de classer toute capacité dans une catégorie de capacité, les seuils d'investissements distinguant ces catégories, ainsi que la procédure de classement.

Il est permis en outre d'invoquer le pouvoir général d'exécution du Roi (article 108 de la Constitution), combiné avec l'article 7undecies, § 9, de la loi sur l'électricité.

4.2. Le deuxième alinéa du préambule du projet vise également l'article 7undecies, § 5, de la loi sur l'électricité. Or, cette disposition règle uniquement l'avis que la Direction générale de l'Énergie du SPF Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie et le gestionnaire du réseau donnent sur la proposition de la CREG contenant les valeurs spécifiques des paramètres déterminant le volume de la capacité à prévoir. L'arrêté envisagé restant muet à ce sujet, il ne faut pas chercher de fondement juridique dans cette disposition de la loi sur l'électricité.

Formalités

5.1. Le projet comporte des dispositions qui règlent le traitement de données à caractère personnel. Ainsi, l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, du projet définit les éléments que le dossier d'investissement doit au moins contenir, en ce compris un certain nombre de données à caractère personnel.

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec l'article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de ce règlement, imposent de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement.

5.2. Interrogé quant à l'avis de l'Autorité de protection des données, le délégué a déclaré :

« De adviesaanvraag zal eerstdaags verstuurd worden ».

L'avis de l'Autorité de protection des données doit par conséquent encore être recueilli.

Voorts wordt de controle van de CREG op de klassering van een capaciteit of van een geaggregeerde offerte in een capaciteitscategorie geregeld (artikelen 12 tot 17). Hiertoe bezorgt een capaciteitsleverancier aan de CREG het afsluitingsdossier van de investering (artikel 13). De communicatie tussen de CREG en de capaciteitsleverancier wordt geregeld (artikel 14), evenals de bevoegdheden van de CREG in het geval van laattijdige indiening of niet—indiening van het afsluitingsdossier (artikel 15), bij gebrek aan aanvullende informatie (artikel 16) of indien wordt vastgesteld dat het project geen recht heeft op de aanvankelijke toegekende klassering (artikel 17).

Ten slotte worden de voorwaarden bepaald waaronder een persoon door een capaciteitshouder of —leverancier mag worden aangewezen als technisch expert (artikel 18).

Het te nemen besluit treedt in werking op de dag waarop het wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 19).

Voorafgaande opmerking

3. Het ontwerp is zeer technisch van aard, zodat alle finesses ervan moeilijk te doorgronden zijn. De toetsing van het ontwerp aan hogere rechtsnormen, en met name aan het recht van de Europese Unie, is dan ook niet evident.

Uit de vaststelling dat over een bepaling in dit advies niets wordt gezegd, mag daarom niet zonder meer worden afgeleid dat er niets over gezegd kan worden en, indien er wel iets over wordt gezegd, dat er niet méér over te zeggen valt. Het zal aan de Raad van State, afdeling Bestuursrechtspraak en, desgevallend, het Hof van Justitie, toekomen om zich in voorkomend geval hierover uit te spreken.

Rechtsgrond

4.1. Voor het ontwerp kan vooreerst rechtsgrond worden gevonden in artikel 7undecies, § 9, vierde lid, van de Elektriciteitswet. In die bepaling wordt de Koning gemachtigd om, op voorstel van de CREG, opgesteld na openbare raadpleging en na advies van de netbeheerder, de criteria vast te stellen voor het in aanmerking komen van de investeringskosten die toelaten om elke capaciteit in een capaciteitscategorie te klasseren, de investeringsdrempels die deze categorieën onderscheiden, alsook de procedure van klassering.

Voorts kan een beroep worden gedaan op de algemene uitvoeringsbevoegdheid van de Koning (artikel 108 van de Grondwet), gelezen in samenhang met artikel 7undecies, § 9, van de Elektriciteitswet.

4.2. In het tweede lid van de aanhef van het ontwerp wordt ook verwezen naar artikel 7undecies, § 5, van de Elektriciteitswet. In die bepaling wordt evenwel enkel het advies geregeld dat de Algemene Directie Energie van de FOD Economie, K.M.O., Middenstand en Energie en de netbeheerder geven over het voorstel van de CREG inzake de specifieke waarden van de parameters waarmee het volume aan te kopen capaciteit wordt bepaald. Vermits hieromtrent niets in het te nemen besluit wordt bepaald, moet geen rechtsgrond worden gezocht in die bepaling van de Elektriciteitswet.

Vormvereisten

5.1. Het ontwerp bevat bepalingen die de verwerking van persoonsgegevens regelen. Zo worden in artikel 7, § 1, derde lid, van het ontwerp de elementen bepaald die het investeringsdossier minstens bevat, waaronder een aantal persoonsgegevens.

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 'betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)', gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening, voorziet in een verplichting om de toezichthoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 'tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit', te raadplegen bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking.

5.2. In antwoord op de vraag om het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit verklaarde de gemachtigde:

“De adviesaanvraag zal eerstdaags verstuurd worden.”

Bijgevolg moet het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit nog worden ingewonnen.

5.3. Si l'accomplissement des formalités susmentionnées devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État, les dispositions modifiées ou ajoutées devraient être soumises à la section de législation, conformément à la prescription de l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État.

Observations générales

6. Le projet contient un certain nombre de dispositions qui reproduisent ou paraphrasent des dispositions de l'article 7*undecies* de la loi sur l'électricité. Ainsi, l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet reproduit la date avant laquelle le dossier d'investissement doit être introduit auprès de la CREG (1).

Des dispositions qui ne font que rappeler une norme supérieure, en la reproduisant ou en la paraphrasant, n'ont en principe pas leur place dans des règles d'exécution, notamment parce que la nature juridique des dispositions reproduites pourrait en devenir incertaine et que cela donne erronément à penser que l'autorité qui reproduit les règles peut les modifier. Pareille méthode ne peut se justifier que si la bonne compréhension du régime en projet exige que des dispositions d'une norme supérieure soient reproduites, et seulement à condition que l'origine des règles concernées soit précisée (par la mention « conformément à l'article ... de la loi du ... ») et que la reproduction soit correcte et littérale afin de ne pas créer de confusion quant à leur portée exacte.

Dès lors, si les auteurs du projet souhaitent maintenir ces répétitions – en principe superflues – il s'impose de préciser l'origine des règles concernées (2).

7. Les auteurs du projet réexamineront en profondeur la conformité entre le texte français et le texte néerlandais du projet ainsi que l'utilisation cohérente de la terminologie.

Ainsi, dans le texte néerlandais de l'article 12, § 3, du projet, les mots « à la commission », qui apparaissent dans le texte français, n'ont pas été traduits. Dans le texte néerlandais du projet, l'intitulé du chapitre VI ('Bijzondere voorzieningen') ne correspond pas au texte français ('Dispositions finales').

8. L'article 1^{er} du projet comporte un certain nombre de définitions. Les articles subséquents du projet ne font cependant pas un usage cohérent des notions définies dans cette disposition.

Ainsi, l'article 5, § 1^{er}, du projet n'utilise pas la notion de « puissance nominale de référence » définie à l'article 1^{er}, § 2, 10°, du projet, mais fait mention de la « puissance nominale maximale de référence », et ce alors qu'il est déjà mentionné dans la définition précitée qu'il s'agit de la puissance maximale d'une capacité. En outre, l'article 1^{er}, § 2, 9°, du projet contient une définition de la notion de « même site géographique » (en néerlandais, « dezelfde geografische locatie »), mais dans le texte néerlandais de l'article 7, § 2, du projet, il est question de « eenzelfde geografische site ». L'article 1^{er}, § 2, 3°, du projet définit la notion de « coûts éligibles », tandis que l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet fait mention des « coûts d'investissement éligibles ».

Il convient dès lors de vérifier si les notions définies à l'article 1^{er} du projet sont employées de manière cohérente et d'adapter la terminologie utilisée dans le projet en conséquence.

Examen du texte

Intitulé

9. Étant donné que le projet ne se limite pas à fixer les seuils d'investissement et les critères d'éligibilité des coûts d'investissement, il est recommandé d'adapter l'intitulé, afin de mieux traduire le contenu de l'arrêté envisagé.

Préambule

10.1. Le préambule doit être adapté conformément aux observations formulées ci-dessus à propos du fondement juridique du projet. On omettra ainsi la référence à l'article 7*undecies*, § 5, de la loi sur l'électricité dans le deuxième alinéa du préambule.

10.2. Au deuxième alinéa du préambule, on écrira « inséré par la loi du 15 mars 2021 » (au lieu de « inséré par la loi du 22 avril 2019 »).

5.3. Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst ten gevolge van het vervullen van de voornoemde vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen, ter inachtneming van het voorschrift van artikel 3, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, alsnog aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

Algemene opmerkingen

6. Het ontwerp bevat een aantal bepalingen die een overname of een parafrasering vormen van bepalingen in artikel 7*undecies* van de Elektriciteitswet. Zo wordt in artikel 7, § 1, eerste lid, van het ontwerp de datum hernomen voor dewelke het investeringsdossier moet worden ingediend bij de CREG. (1)

Bepalingen die enkel een hogere norm in herinnering brengen door die over te nemen of te parafraseren, horen in beginsel niet thuis in een uitvoeringsregeling, onder meer omdat daardoor onduidelijkheid dreigt te ontstaan omtrent de juridische aard van de overgenomen bepalingen en erdoor verkeerdelijk de indruk wordt gewekt dat de overgenomen regels kunnen worden gewijzigd door de overheid die de regels overneemt. Enkel wanneer het voor een goed begrip van de rechtswaarde onontbeerlijk is dat bepalingen uit een hogere rechtswaarde worden overgenomen, kan dergelijke werkwijze worden gebillijkt, en dan enkel op voorwaarde dat de oorsprong van de betrokken regels wordt vermeld (door het aanbrengen van de vermelding "overeenkomstig artikel ... van de wet van ...") en dat de overname correct en letterlijk gebeurt om geen onduidelijkheid te doen ontstaan omtrent de juiste draagwijdte ervan.

Indien de stellers van het ontwerp deze – in beginsel overbodige – herhalingen wensen te behouden, moet bijgevolg de oorsprong van de betrokken regels worden vermeld. (2)

7. De stellers van het ontwerp dienen de overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst van het ontwerp en het consequent gebruik van de gehanteerde terminologie nog eens grondig na te gaan.

Zo worden in de Nederlandse tekst van artikel 12, § 3, van het ontwerp de woorden "à la commission" in de Franse tekst niet vertaald. In de Nederlandse tekst van het ontwerp stemt het opschrift van hoofdstuk VI ('Bijzondere voorzieningen') niet overeen met de Franse tekst ('Dispositions finales').

8. Artikel 1 van het ontwerp voorziet in een aantal definities. In de daarop volgende artikelen van het ontwerp worden de in die bepaling gedefinieerde begrippen echter niet op een consistente wijze gehanteerd.

Zo wordt in artikel 5, § 1, van het ontwerp niet het in artikel 1, § 2, 10°, van het ontwerp gedefinieerde begrip "nominale referentievermogen" gehanteerd, maar wordt gewag gemaakt van het "maximaal nominaal referentievermogen", en dit terwijl in de voormelde definitie al is vermeld dat het gaat om het maximale vermogen van een capaciteit. Daarnaast bevat artikel 1, § 2, 9°, van het ontwerp een definitie van het begrip "dezelfde geografische locatie", maar wordt in de Nederlandse tekst van artikel 7, § 2, van het ontwerp gewag gemaakt van "eenzelfde geografische site". In artikel 1, § 2, 3°, van het ontwerp wordt het begrip "in aanmerking komende kosten" gedefinieerd, terwijl in artikel 3, § 1, eerste lid van het ontwerp gewag wordt gemaakt van "in aanmerking komende investeringskosten".

Bijgevolg moet worden nagegaan of de in artikel 1 van het ontwerp gedefinieerde begrippen consequent worden gebruikt en moet de in het ontwerp gehanteerde terminologie in het licht hiervan worden aangepast.

Onderzoek van de tekst

Opschrift

9. Aangezien het ontwerp er niet toe beperkt is de investeringsdrempels en de criteria voor het in aanmerking komen van investeringskosten vast te stellen, verdient het aanbeveling om het opschrift aan te passen zodat het beter de inhoud van het te nemen besluit weergeeft.

Aanhef

10.1. De aanhef moet worden aangepast aan hetgeen hiervoor over de rechtsgrond voor het ontwerp is opgemerkt. Zo moet in het tweede lid van de aanhef de verwijzing naar artikel 7*undecies*, § 5, van de Elektriciteitswet worden weggelaten.

10.2. In het tweede lid van de aanhef schrijve men "ingevoegd bij de wet van 15 maart 2021" (in plaats van "ingevoegd bij de wet van 22 april 2019").

Article 1^{er}

11.1. L'article 1^{er}, § 2, 9°, du projet définit la notion de « même site géographique » en ces termes :

« une même parcelle cadastrale, ou plusieurs parcelles cadastrales contiguës, ou plusieurs parcelles cadastrales non contiguës mais qui font partie d'un ensemble de parcelles accolées entre elles, que cet ensemble soit ou non traversé par une voirie publique ».

Il paraît contradictoire de faire mention, concernant les mêmes parcelles, de parcelles « non contiguës » et de « parcelles accolées entre elles ». Lorsque deux parcelles sont accolées entre elles, elles sont, par définition, contiguës. La question se pose de savoir s'il ne s'agit pas plutôt de parcelles très proches.

Il résulte en outre de la définition précitée que le fait qu'une voirie publique sépare deux parcelles, n'empêche pas qu'il s'agisse d'un même site géographique. La question se pose de savoir s'il en va de même lorsque deux parcelles sont séparées par une voie navigable. Il s'impose à tout le moins de le préciser dans le rapport au Roi.

11.2. Pour définir la notion de « programme journalier » à l'article 1^{er}, § 2, 6°, du projet, il est fait référence à la définition de la même notion à l'article 2, 22°, de l'arrêté royal « fixant la méthode de calcul du volume de capacité et des paramètres nécessaires pour l'organisation des enchères dans le cadre du mécanisme de rémunération de capacité », qui doit encore être adopté. Abstraction faite de ce que cette référence ne paraît pas correcte (3), la reproduction en l'occurrence de la définition contenue dans cet arrêté permettrait toutefois d'améliorer la lisibilité du projet. Sinon, il faudra en tout cas veiller à ce que ces deux arrêtés entrent en vigueur simultanément.

Articles 3 et 4

12.1. Les articles 3 et 4 du projet portent sur le classement d'une capacité dans une catégorie de capacité.

L'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet dispose à ce propos que « [s]euls les coûts d'investissement éligibles » sont pris en compte en vue du classement d'une capacité dans une catégorie de capacité. L'article 4 du projet dispose par contre :

« En vue de permettre le classement d'une capacité dans une catégorie de capacité, il est tenu compte de la puissance nominale de référence de la capacité après l'investissement envisagé ».

À ce propos, le délégué a donné les éclaircissements suivants :

« Om toe te laten vast te stellen in welke capaciteitscategorie een capaciteit kan worden ingedeeld, is het noodzakelijk niet enkel de bedragen van de in aanmerking komende investeringen te bepalen (m.a.w. de EURO's), maar ook het vermogen dat in rekening moet worden gebracht bij de berekening (m.a.w. de MW'en). In artikel 4 wordt specifiek verduidelijkt dat om geklasseerd te worden in een bepaalde categorie, rekening zal worden gehouden met het nominaal (en dus niet na toepassing van de reductiefactor) referentievermogen ná de beoogde investering. Dit principe geldt voor alle capaciteiten ».

Compte tenu de ces éclaircissements, il s'impose de formuler plus précisément les articles 3 et 4 du projet, afin qu'il ressorte que l'article 3, § 1^{er}, du projet ne concerne qu'une première étape dans la procédure de classement. On omettra en tout cas le mot « Seuls » dans cette disposition.

12.2. L'article 3, § 1^{er}, alinéa 2, du projet dispose que les coûts éligibles sont des dépenses d'investissement « nécessaires à la construction et/ou à la fourniture des éléments techniques physiques essentiels de la capacité ».

La question se pose de savoir quand une dépense d'investissement peut être tenue pour nécessaire à la construction ou à la fourniture des éléments techniques physiques essentiels précités. Par exemple, la construction d'un système de captage du CO₂ (« Carbon Capture and Storage (CCS) ») peut-elle être considérée comme nécessaire, si l'autorisation de construire ou de fournir des éléments techniques physiques essentiels de la capacité en dépend ?

Artikel 1

11.1. In artikel 1, § 2, 9°, van het ontwerp wordt het begrip “dezelfde geografische locatie” als volgt gedefinieerd:

“eenzelfde kadasterperceel, of meerdere kadasterpercelen die aan elkaar grenzen of meerdere kadasterpercelen die niet aan elkaar grenzen maar deel uitmaken van een geheel van tegen elkaar liggende percelen, ongeacht of er al dan niet een openbare weg door dat geheel loopt”.

Het lijkt tegenstrijdig om omtrent dezelfde percelen gewag te maken van percelen “die niet aan elkaar grenzen” en van “tegen elkaar liggende percelen”. Wanneer twee percelen tegen elkaar liggen, grenzen ze per definitie aan elkaar. De vraag rijst of niet veeleer dicht bij elkaar liggende percelen worden bedoeld.

Voorts vloeit uit de voormelde definitie voort dat het gegeven dat een openbare weg twee percelen scheidt, niet verhindert dat het om dezelfde geografische locatie gaat. De vraag rijst of hetzelfde geldt wanneer twee percelen door een waterweg van elkaar worden gescheiden. Dit moet minstens in het verslag aan de Koning worden verduidelijkt.

11.2. Voor de definitie van het begrip “dagelijks programma” in artikel 1, § 2, 6°, van het ontwerp wordt verwezen naar de definitie van hetzelfde begrip in artikel 2, 22°, van het nog te nemen koninklijk besluit “tot vaststelling van de berekeningsmethode van het noodzakelijke capaciteitsvolume en de parameters die nodig zijn voor de organisatie van de veilingen in het kader van het capaciteitsvergoedingsmechanisme”. Daargelaten het gegeven dat die verwijzing niet lijkt te kloppen, (3) zou het de leesbaarheid van het ontwerp evenwel ten goede komen indien de in dat besluit vervatte definitie hier wordt hernomen. Indien dit niet gebeurt, zal er alleszins voor moeten worden gezorgd dat beide besluiten gelijktijdig in werking treden.

Artikelen 3 en 4

12.1. De artikelen 3 en 4 van het ontwerp betreffen de klassering van een capaciteit in een capaciteitscategorie.

Dienaangaande wordt in artikel 3, § 1, eerste lid, van het ontwerp bepaald dat voor de klassering van een capaciteit in een capaciteitscategorie “alleen” rekening wordt gehouden met “in aanmerking komende investeringskosten”. Artikel 4 van het ontwerp luidt daarentegen als volgt:

“Om een capaciteit in een capaciteitscategorie te kunnen klasseren, moet rekening worden gehouden met het nominaal referentievermogen van de capaciteit na de beoogde investering.”

De gemachtigde gaf in dit verband de volgende toelichting:

“Om toe te laten vast te stellen in welke capaciteitscategorie een capaciteit kan worden ingedeeld, is het noodzakelijk niet enkel de bedragen van de in aanmerking komende investeringen te bepalen (m.a.w. de EURO's), maar ook het vermogen dat in rekening moet worden gebracht bij de berekening (m.a.w. de MW'en). In artikel 4 wordt specifiek verduidelijkt dat om geklasseerd te worden in een bepaalde categorie, rekening zal worden gehouden met het nominaal (en dus niet na toepassing van de reductiefactor) referentievermogen ná de beoogde investering. Dit principe geldt voor alle capaciteiten.”

Gelet hierop moeten de artikelen 3 en 4 van het ontwerp duidelijker worden geformuleerd, zodat blijkt dat artikel 3, § 1, van het ontwerp slechts een eerste fase in de procedure van de klassering betreft. Het woord “alleen” in die bepaling moet alleszins worden weggelaten.

12.2. In artikel 3, § 1, tweede lid, van het ontwerp wordt bepaald dat de in aanmerking komende kosten investeringsuitgaven zijn “die noodzakelijk zijn voor de bouw en/of levering van de essentiële fysieke technische elementen van de capaciteit”.

De vraag rijst wanneer een investeringsuitgave als noodzakelijk kan worden beschouwd voor de bouw of levering van de voormelde essentiële fysieke technische elementen. Kan, bijvoorbeeld, de bouw van een systeem voor CO₂-captatie (“Carbon Capture and Storage (CCS)”) als noodzakelijk worden beschouwd, als de vergunning voor de bouw of levering van de essentiële fysieke technische elementen van de capaciteit hiervan afhangt?

Invité à fournir des explications à cet égard, le délégué a déclaré ce qui suit :

« De in aanmerking komende kosten worden omschreven in artikel 3, §1 van het ontwerp van Koninklijk Besluit. Hierin staat onder meer:

‘en die noodzakelijk zijn voor de bouw en/of levering van de essentiële fysieke technische elementen van de capaciteit’

Overeenkomstig §3 van artikel 3 werden ontwerprichtlijnen gepubliceerd door de commissie (<https://www.creg.be/nl/publicaties/beslissing-b2129>), waar in randnummer 47 kan worden gelezen:

‘47. Een fysiek technisch element wordt essentieel geacht indien (...) en, in voorkomend geval, indien: het onmisbaar is voor de verkrijging van de vergunningen en de prekwalificatie van de capaciteit in het CRM’.

Op het eerste zicht, maar afhankelijk van concrete beoordeling van het geval, zouden dergelijke kosten in aanmerking kunnen komen ».

Ces explications devraient être intégrées dans le rapport au Roi accompagnant le projet.

Article 6

13. L'article 6, § 2, du projet dispose que la CREG établit un rapport sur la nécessité de modifier les seuils d'investissement, transmet ce rapport au ministre qui a l'Énergie dans ses attributions et le publie sur son site internet.

Il ressort toutefois de l'article 7*undecies*, § 9, alinéa 4, de la loi sur l'électricité que le Roi fixe les seuils d'investissements sur proposition de la CREG. Dès lors, à l'article 6, § 2, du projet, on remplacera chaque fois le mot « rapport » par le mot « proposition » et on écrira « cette proposition » au lieu de « cette révision périodique ».

Article 7

14.1. Dans le texte néerlandais, la numérotation des paragraphes à l'article 7 du projet n'est pas correcte, dès lors que le paragraphe 3 apparaît deux fois. Compte tenu du texte français, on omettra la deuxième mention de « § 3 » dans le texte néerlandais du projet.

14.2. L'article 7, § 3, alinéa 2, du projet dispose qu'« [a]u plus tard six mois avant la première mise aux enchères », la CREG communique la procédure d'utilisation de la plateforme informatique en vue de l'introduction des dossiers d'investissement.

Il ressort des travaux préparatoires de la loi du 15 mars 2021 que la première mise aux enchères aura lieu en octobre 2021 (4), ce qui implique que la CREG devrait communiquer en avril 2021 la procédure d'utilisation de la plateforme informatique.

À la question de savoir si cette échéance pourra encore être respectée, compte tenu notamment de la date à laquelle le présent avis est donné, le délégué a répondu :

« De procedure voor het gebruik van het informaticaplatform zal door de commissie worden meegedeeld op haar website. Deze publicatie op haar website hangt niet af van de publicatie van het KB in het B.S. ».

Ce point de vue ne peut pas être partagé. On ne peut en effet pas admettre qu'il soit imposé à la CREG des obligations qu'il lui sera matériellement impossible de respecter au moment de la publication de l'arrêté envisagé si, à ce moment-là, elle n'a pas publié spontanément les règles de procédure précitées. Le projet devra par conséquent encore être adapté sur ce point.

14.3. L'article 7, § 5, du projet prévoit la possibilité pour le demandeur de modifier sa demande sur plusieurs points. Or, il n'est pas fixé de délai limite pour apporter ces modifications. À la question de savoir s'il s'agit d'un oubli, le délégué a répondu :

« De uiterste termijn vloeit in principe voort uit de beslissingsprocedure voorzien in artikel 7*undecies*, §9 van de Elektriciteitswet: 'Na onderzoek van het investeringsdossier, bepaalt de commissie de klassering van de capaciteit in een capaciteitscategorie. De commissie deelt haar beslissing aan de capaciteitshouder en aan de netbeheerder mee uiterlijk vijftien dagen voor de uiterste indieningsdatum van de biedingen in het kader van de veiling bedoeld in paragraaf 10.'

Hieromtrent om toelichting gevraagd, verklaarde de gemachtigde:

“De in aanmerking komende kosten worden omschreven in artikel 3, § 1 van het ontwerp van Koninklijk Besluit. Hierin staat onder meer:

‘en die noodzakelijk zijn voor de bouw en/of levering van de essentiële fysieke technische elementen van de capaciteit’

Overeenkomstig § 3 van artikel 3 werden ontwerprichtlijnen gepubliceerd door de commissie (<https://www.creg.be/nl/publicaties/beslissing-b2129>), waar in randnummer 47 kan worden gelezen:

‘47. Een fysiek technisch element wordt essentieel geacht indien (...) en, in voorkomend geval, indien: het onmisbaar is voor de verkrijging van de vergunningen en de prekwalificatie van de capaciteit in het CRM’.

Op het eerste zicht, maar afhankelijk van concrete beoordeling van het geval, zouden dergelijke kosten in aanmerking kunnen komen.”

Die toelichting zou in het verslag aan de Koning bij het ontwerp moeten worden opgenomen.

Artikel 6

13. In artikel 6, § 2, van het ontwerp wordt bepaald dat de CREG een verslag opstelt over de noodzaak om de investeringsdrempels te wijzigen, dit verslag doorstuurt naar de minister bevoegd voor energie en het bekendmaakt op haar website.

Uit artikel 7*undecies*, § 9, vierde lid, van de Elektriciteitswet vloeit evenwel voort dat de Koning de investeringsdrempels bepaalt op voorstel van de CREG. Bijgevolg moet in artikel 6, § 2, van het ontwerp het woord “verslag” telkens worden vervangen door het woord “voorstel” en schrijve men “dit voorstel” in plaats van “deze periodieke herziening”.

Artikel 7

14.1. De nummering in de Nederlandse tekst van de paragrafen in artikel 7 van het ontwerp klopt niet, aangezien paragraaf 3 tweemaal voorkomt. Gelet op de Franse tekst moet de tweede vermelding van “§ 3” in de Nederlandse tekst van het ontwerp worden weggelaten.

14.2. In artikel 7, § 3, tweede lid, van het ontwerp wordt bepaald dat de CREG “[u]iterlijk zes maanden voor de eerste veiling” de procedure meedeelt voor het gebruik van het informaticaplatform waarmee de indiening van de investeringsdossiers gebeurt.

Uit de parlementaire voorbereiding bij de wet van 15 maart 2021 blijkt dat de eerste veiling in oktober 2021 zal plaatsvinden, (4) wat impliceert dat de CREG in april 2021 de procedure voor het gebruik van het informaticaplatform zou moeten meedelen.

Gevraagd of dat nog haalbaar is, mede gelet op de datum waarop dit advies wordt gegeven, verklaarde de gemachtigde:

“De procedure voor het gebruik van het informaticaplatform zal door de commissie worden meegedeeld op haar website. Deze publicatie op haar website hangt niet af van de publicatie van het KB in het B.S.”

Hiermee kan niet worden ingestemd. Er kan immers niet worden aanvaard dat aan de CREG verplichtingen zouden worden opgelegd die ze op het ogenblik van de bekendmaking van het nemen besluit materieel onmogelijk nog kan nakomen indien ze op dat moment niet zou zijn overgegaan tot een spontane bekendmaking van de voormelde procedureregels. Het ontwerp dient op dat punt dan ook te worden aangepast.

14.3. In artikel 7, § 5, van het ontwerp wordt in de mogelijkheid voorzien voor de aanvrager om zijn aanvraag op een aantal punten te wijzigen. Er wordt evenwel geen uiterste termijn bepaald voor het aanbrengen van dergelijke wijzigingen. Gevraagd of het om een vergetelheid gaat, verklaarde de gemachtigde:

“De uiterste termijn vloeit in principe voort uit de beslissingsprocedure voorzien in artikel 7*undecies*, §9 van de Elektriciteitswet: 'Na onderzoek van het investeringsdossier, bepaalt de commissie de klassering van de capaciteit in een capaciteitscategorie. De commissie deelt haar beslissing aan de capaciteitshouder en aan de netbeheerder mee uiterlijk vijftien dagen voor de uiterste indieningsdatum van de biedingen in het kader van de veiling bedoeld in paragraaf 10.'

Het opzet is inderdaad dat na het nemen van die beslissing en de betekening ervan (die dergelijke individuele beslissing in principe doet inwerking treden) geen wijzigingen meer mogelijk zijn. Om de leesbaarheid te vergroten kan het inderdaad aangewezen zijn om dergelijke termijn ook expliciet te voorzien, namelijk tot op het ogenblik dat de beslissing van de commissie werd betekend aan de aanvrager ».

La réponse du délégué implique que jusqu'à la prise de décision et la notification de celle-ci, il serait encore possible pour le demandeur de modifier les informations qu'il a communiquées. Cela ne semble pas faisable, dès lors qu'il ne peut même pas être exclu que le demandeur modifie sa demande après la décision de la CREG, mais avant que cette décision soit notifiée.

Il est dès lors recommandé, dans un souci de sécurité juridique, de prévoir un délai spécifique de modification de la demande permettant à la CREG de prendre ces modifications en compte préalablement à la prise de décision.

Article 13

15.1. Dès lors que les alinéas 1^{er} et 2 de l'article 13, § 1^{er}, du projet règlent deux situations distinctes, à savoir un contrat de capacité couvrant plus de trois périodes (alinéa 1^{er}) et un contrat de capacité couvrant au maximum trois périodes (alinéa 2), le segment de phrase « Sans préjudice de l'alinéa 2, » à l'alinéa 1^{er} est superflu.

15.2. L'article 13, § 1^{er}, du projet définit la notion de « fournisseur de capacité ». Cette définition ne correspond pas à la définition de la même notion donnée à l'article 2, 75°, de la loi sur l'électricité. Par conséquent, on utilisera à l'article 13, § 1^{er}, une autre notion qu'il conviendra de définir à l'article 1^{er} du projet (et donc pas à deux reprises dans le texte de l'article 13, § 1^{er}, du projet, comme tel est le cas actuellement).

Article 17

16. L'article 17, alinéa 4, du projet s'énonce comme suit :

« Le présent article ne porte pas préjudice à l'application de l'article 31 de la loi ».

Par « la loi », il faut entendre, ainsi qu'il ressort de l'article 1^{er}, § 1^{er}, du projet, la loi sur l'électricité.

Dès lors qu'un arrêté royal, sauf habilitation expresse, ne peut porter atteinte à une disposition légale, et ne doit pas non plus confirmer la force obligatoire d'une telle disposition, l'article 17, alinéa 4, du projet est superflu et sera omis du projet.

Article 18

17. Selon l'article 18, § 1^{er}, 1°, b), du projet, les détenteurs ou fournisseurs de capacité ne peuvent pas exercer une « influence indue » à l'encontre de l'expert technique.

Le mot « indue » dans cette disposition pourrait donner à tort l'impression que d'autres formes d'influence sont quant à elles autorisées, ce qui n'est pas le cas selon le délégué. Il a dès lors proposé de supprimer le mot « indue ».

On peut se rallier à cette proposition.

Le greffier

Annemie Goossens

Le président

Wilfried Van Vaerenbergh

Notes

(1) Voir l'article 7undecies, § 9, alinéa 1^{er}, de la loi sur l'électricité, combiné avec le paragraphe 8, alinéa 7, de la même disposition.

(2) Ainsi l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet devrait-il viser l'article 7undecies, § 8, alinéa 7, et § 9, alinéa 1^{er}, de la loi sur l'électricité.

(3) Sans doute s'agit-il de l'article 1^{er}, § 2, 15°, de l'arrêté royal 'fixant les paramètres avec lesquels le volume de la capacité à prévoir est déterminé, y compris leurs méthodes de calcul, et les autres paramètres nécessaires pour l'organisation des mises aux enchères dans le cadre du mécanisme de rémunération de capacité', sur lequel le Conseil d'État donne ce jour l'avis 69.020/3.

(4) *Doc. parl.*, Chambre 2020-21, n° 55-1779/001, p. 11.

Het opzet is inderdaad dat na het nemen van die beslissing en de betekening ervan (die dergelijke individuele beslissing in principe doet inwerking treden) geen wijzigingen meer mogelijk zijn. Om de leesbaarheid te vergroten kan het inderdaad aangewezen zijn om dergelijke termijn ook expliciet te voorzien, namelijk tot op het ogenblik dat de beslissing van de commissie werd betekend aan de aanvrager."

Het antwoord van de gemachtigde impliceert dat tot het nemen van de beslissing, en de betekening ervan, het voor de aanvrager nog mogelijk zou zijn om de door hem verstrekte informatie te wijzigen. Dit lijkt niet werkzaam, vermits het zelfs niet uit te sluiten valt dat de aanvrager zijn aanvraag wijzigt na de beslissing van de CREG, maar vooraleer die beslissing betekend wordt.

Het verdient met het oog op de rechtszekerheid dan ook aanbeveling om in een specifieke termijn voor wijzigingen van de aanvraag te voorzien die de CREG in staat stelt om, voorafgaand aan het nemen van een beslissing, nog rekening te houden met die wijzigingen.

Artikel 13

15.1. Aangezien het eerste en tweede lid van artikel 13, § 1, van het ontwerp twee onderscheiden situaties regelen, namelijk een capaciteitscontract voor meer dan drie perioden (eerste lid) en een capaciteitscontract dat ten hoogste drie perioden bestrijkt (tweede lid), is de zinsnede "Onverminderd het tweede lid," in het eerste lid overbodig.

15.2. In artikel 13, § 1, van het ontwerp wordt het begrip "capaciteitsleverancier" gedefinieerd. Die definitie stemt niet overeen met de definitie van hetzelfde begrip in artikel 2, 75°, van de Elektriciteitswet. Bijgevolg moet in artikel 13, § 1, een ander begrip worden gebruikt, dat dan in artikel 1 van het ontwerp moet worden gedefinieerd (en dus niet tot tweemaal toe in de tekst van artikel 13, § 1, van het ontwerp, zoals thans het geval is).

Artikel 17

16. Artikel 17, vierde lid, van het ontwerp luidt als volgt:

"Dit artikel doet geen afbreuk aan de toepassing van artikel 31 van de wet."

Met "de wet" wordt, zoals blijkt uit artikel 1, § 1, van het ontwerp, de Elektriciteitswet bedoeld.

Aangezien een koninklijk besluit behoudens uitdrukkelijke machtiging geen afbreuk kan doen aan een wettelijke bepaling, en ook de geldingskracht van een wettelijke bepaling niet moet bevestigen, is artikel 17, vierde lid, van het ontwerp overbodig en moet het worden weggelaten.

Artikel 18

17. Naar luid van artikel 18, § 1, 1°, b), van het ontwerp mogen capaciteitshouders of —leveranciers geen "ongepaste invloed" uitoefenen op de technisch expert.

Het woord "ongepast" in die bepaling zou ten onrechte de indruk kunnen wekken dat andere vormen van beïnvloeding wel zijn toegestaan, hetgeen volgens de gemachtigde niet het geval is. Hij stelde dan ook voor het woord "ongepast" weg te laten.

Hiermee kan worden ingestemd.

De Griffier

Annemie Goossens

De voorzitter

Wilfried Van Vaerenbergh

Nota's

(1) Zie artikel 7undecies, § 9, eerste lid, van de Elektriciteitswet, gelezen in samenhang met paragraaf 8, zevende lid, van dezelfde bepaling.

(2) Zo zou in artikel 7, § 1, eerste lid, van het ontwerp moeten worden verwezen naar artikel 7undecies, § 8, zevende lid, en § 9, eerste lid, van de Elektriciteitswet.

(3) Allicht wordt artikel 1, § 2, 15°, van het koninklijk besluit 'tot vaststelling van de parameters waarmee het volume aan te kopen capaciteit wordt bepaald, inclusief hun berekeningsmethode, en van de andere parameters die nodig zijn voor de organisatie van de veilingen in het kader van het capaciteitsvergoedingsmechanisme' bedoeld, waaromtrent de Raad van State heden advies 69.020/3 geeft.

(4) *Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55-1779/001, 11.